COL 352:1

col. 352
BOX 143
FILE 69/1

SOCIÉTÉ DES NATIONS

CONVENTION POUR LA PREVENTION ET LA REPRESSION DU TERRORISME

LEAGUE OF NATIONS

CONVENTION FOR THE PREVENTION AND PUNISHMENT OF TERRORISM

CONVENTION POUR LA PRÉVENTION ET LA RÉPRESSION DU TERRORISME

Sa Majesté le Roi des Albanais; le Président de la République Argentine; Sa Majesté le Roi des Belges; Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes; Sa Majesté le Roi des Bulgares; le Président de la République de Cuba; le Président de la République Dominicaine; Sa Majesté le Roi d'Égypte; le Chef suprême de la République de l'Équateur; le Président de la République espagnole; le Président de la République d'Estonie; le Président de la République française; Sa Majesté le Roi des Hellènes; le Président de la République d'Haïti; Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco; Sa Majesté le Roi de Norvège; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas; le Président de la République du Pérou; Sa Majesté le Roi de Roumanie; le Président de la République tchécoslovaque; le Président de la République turque; le Comité central exécutif de l'Union des Républiques soviétiques socialistes; le Président des États-Unis du Venezuela; Sa Majesté le Roi de Yougoslavie,

Désireux de rendre de plus en plus efficaces la prévention et la répression du terrorisme, lorsqu'il présente un caractère international,

Ont désigné pour leurs plénipotentiaires:

Sa Majesté le Roi des Albanais:

M. Thomas Luarassi, Chargé d'affaires p. i. de la Délégation permanente près la Société des Nations.

Le Président de la République Argentine:

Le docteur Enrique Ruíz Guiñazú, Délégué permanent près la Société des Nations, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

Sa Majesté le Roi des Belges:

M. Simon Sasserath, Avocat près la Cour d'appel de Bruxelles.

Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes:

Pour l'Inde:

Sir Denys Bray, K.C.S.I., K.C.I.E., C.B.E.

CONVENTION FOR THE PREVENTION AND PUNISHMENT OF TERRORISM

His Majesty the King of the Albanians; the President of the Argentine Republic; His Majesty the King of the Belgians; His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India; His Majesty the King of the Bulgarians; the President of the Republic of Cuba; the President of the Dominican Republic; His Majesty the King of Egypt; the Supreme Head of the Republic of Ecuador; the President of the Spanish Republic; the President of the Republic of Estonia; the President of the French Republic; His Majesty the King of the Hellenes; the President of the Republic of Haiti; His Serene Highness the Prince of Monaco; His Majesty the King of Norway; Her Majesty the Queen of the Netherlands; the President of the Republic of Peru; His Majesty the King of Roumania; the President of the Czechoslovak Republic; the President of the Republic of Turkey; the Central Executive Committee of the Union of Soviet Socialist Republics; the President of the United States of Venezuela; His Majesty the King of Yugoslavia,

Being desirous of making more effective the prevention and punishment of terrorism of an international character,

Have appointed as their Plenipotentiaries:

His Majesty the King of the Albanians:

M. Thomas Luarassi, Chargé d'Affaires *a.i.* of the Permanent Delegation to the League of Nations.

The President of the Argentine Republic:

Dr. Enrique Ruíz Guiñazú, Permanent Delegate to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the Swiss Federal Council.

His Majesty the King of the Belgians:

M. Simon Sasserath, Advocate at the Brussels Court of Appeal.

His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India:

For India:

Sir Denys Bray, K.C.S.I., K.C.I.E., C.B.E.

Sa Majesté le Roi des Bulgares:

M. Nicolas MOMTCHILOFF, Délégué permanent près la Société des Nations, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

Le Président de la République de Cuba:

Le docteur Juan ANTIGA, Délégué permanent près la Société des Nations, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

Le Président de la République Dominicaine:

M. Charles ACKERMANN, Consul général à Genève.

Sa Majesté le Roi d'Egypte:

Aly EL SHAMSY pacha, Délégué permanent près la Société des Nations.
Abdel Latif TALAAT bey, Chargé d'affaires en Espagne.

Le Chef suprême de la République de l'Equateur:

M. Alejandro GASTELÚ CONCHA, Secrétaire de la Délégation permanente près la Société des Nations, Consul général en Suisse.

Le Président de la République espagnole:

M. Cipriano DE RIVAS CHERIF, Consul général à Genève.

Le Président de la République d'Estonie:

M. Johannes KÔDAR, Délégué permanent p. i. près la Société des Nations.

Le Président de la République française:

M. Jules BASDEVANT, Professeur à la Faculté de droit de l'Université de Paris.

Sa Majesté le Roi des Hellènes:

M. Spyridion POLYCHRONIADIS, Délégué permanent près la Société des Nations, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire.

Le Président de la République d'Haïti:

M. Alfred ADDOR, Consul à Genève.

Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco:

M. Xavier-John RAISIN, Consul général à Genève.

Sa Majesté le Roi de Norvège:

M. Halvard Huitfeldt BACHKE, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Président de la République française.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

M. J. A. VAN HAMEL, ancien Professeur de droit pénal à l'Université d'Amsterdam.

Le Président de la République du Pérou:

Le docteur José-Maria BARRETO, Conseiller de la Délégation permanente près la Société des Nations.

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

M. Vespasien V. PELLA, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, Professeur de droit pénal à la Faculté de droit de l'Université de Bucarest.

Le Président de la République tchécoslovaque:

Le docteur Antonín KOUKAL, Conseiller ministériel au Ministère de la Justice.

His Majesty the King of the Bulgarians:

M. Nicolas MOMTCHILOFF, Permanent Delegate to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the Swiss Federal Council.

The President of the Republic of Cuba:

Dr. Juan ANTIGA, Permanent Delegate to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the Swiss Federal Council.

The President of the Dominican Republic:

M. Charles ACKERMANN, Consul-General at Geneva.

His Majesty the King of Egypt:

Aly EL SHAMSY Pacha, Permanent Delegate to the League of Nations.
Abdel Latif TALAAT Bey, Chargé d'Affaires in Spain.

The Supreme Head of the Republic of Ecuador:

M. Alejandro GASTELÚ CONCHA, Secretary of the Permanent Delegation to the League of Nations, Consul-General in Switzerland.

The President of the Spanish Republic:

M. Cipriano DE RIVAS CHERIF, Consul-General at Geneva.

The President of the Republic of Estonia:

M. Johannes KÔDAR, Permanent Delegate *a.i.* to the League of Nations.

The President of the French Republic:

M. Jules BASDEVANT, Professor at the Faculty of Law of the University of Paris.

His Majesty the King of the Hellenes:

M. Spyridion POLYCHRONIADIS, Permanent Delegate to the League of Nations, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary.

The President of the Republic of Haiti:

M. Alfred ADDOR, Consul at Geneva.

His Serene Highness the Prince of Monaco:

M. Xavier-John RAISIN, Consul-General at Geneva.

His Majesty the King of Norway:

M. Halvard Huitfeldt BACHKE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the President of the French Republic.

Her Majesty the Queen of The Netherlands:

M. J. A. VAN HAMEL, former Professor of Criminal Law at the University of Amsterdam.

The President of the Republic of Peru:

Dr. José-Maria BARRETO, Counsellor of the Permanent Delegation to the League of Nations.

His Majesty the King of Roumania:

M. Vespasien V. PELLA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to Her Majesty the Queen of The Netherlands, Professor of Criminal Law at the Faculty of Law of the University of Bucharest.

The President of the Czechoslovak Republic:

Dr. Antonín KOUKAL, Counsellor in the Ministry of Justice.

Le Président de la République turque:

M. Vasfi MENTEŞ, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

Le Comité central exécutif de l'Union des Républiques soviétiques socialistes:

M. Maxime LITVINOFF, Commissaire du Peuple pour les Affaires étrangères.

Le Président des Etats-Unis du Venezuela:

Le docteur C. PARRA-PÉREZ, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.
M. José-María ORTEGA MARTÍNEZ.
Le docteur Alejandro E. TRUJILLO, Consul général.

Sa Majesté le Roi de Yougoslavie:

Le docteur Thomas GIVANOVITCH, Professeur de droit criminel à l'Université de Belgrade.

Lesquels, après avoir produit leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes:

Article premier.

1. Les Hautes Parties contractantes, réaffirmant le principe du droit international d'après lequel il est du devoir de tout Etat de s'abstenir lui-même de tout fait destiné à favoriser les activités terroristes dirigées contre un autre Etat et d'empêcher les actes par lesquels elles se manifestent, s'engagent, dans les termes ci-après exprimés, à prévenir et à réprimer les activités de ce genre et à se prêter mutuellement leur concours.

2. Dans la présente Convention, l'expression « actes de terrorisme » s'entend des faits criminels dirigés contre un Etat et dont le but ou la nature est de provoquer la terreur chez des personnalités déterminées, des groupes de personnes ou dans le public.

Article 2.

Chacune des Hautes Parties contractantes doit prévoir dans sa législation pénale, s'ils n'y sont déjà prévus, les faits suivants commis sur son territoire s'ils sont dirigés contre une autre Haute Partie contractante et s'ils constituent des actes de terrorisme au sens de l'article premier:

(1) Les faits intentionnels dirigés contre la vie, l'intégrité corporelle, la santé ou la liberté:

a) Des chefs d'Etat, des personnes exerçant les prérogatives du chef d'Etat, de leurs successeurs héréditaires ou désignés;

b) Des conjoints des personnes ci-dessus énumérées;

c) Des personnes revêtues de fonctions ou de charges publiques lorsque ledit fait a été commis en raison des fonctions ou charges que ces personnes exercent.

(2) Le fait intentionnel consistant à détruire ou à endommager des biens publics ou destinés à un usage public qui appartiennent à une autre Haute Partie contractante ou qui relèvent d'elle.

(3) Le fait intentionnel de nature à mettre en péril des vies humaines par la création d'un danger commun.

(4) La tentative de commettre les infractions prévues par les dispositions ci-dessus du présent article.

(5) Le fait de fabriquer, de se procurer, de détenir ou de fournir des armes, munitions, produits explosifs ou substances nocives en vue de l'exécution, en quelque pays que ce soit, d'une infraction prévue par le présent article.

Article 3.

Chacune des Hautes Parties contractantes doit également prévoir dans sa législation pénale les faits suivants s'ils sont commis sur son territoire en vue d'actes de terrorisme visés à

The President of the Republic of Turkey:

M. Vasfi MENTEŞ, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the Swiss Federal Council.

The Central Executive Committee of the Union of Soviet Socialist Republics:

M. Maxime LITVINOFF, People's Commissary for Foreign Affairs.

The President of the United States of Venezuela:

Dr. C. PARRA-PÉREZ, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the Swiss Federal Council.
M. José-María ORTEGA MARTÍNEZ.
Dr. Alejandro E. TRUJILLO, Consul-General.

His Majesty the King of Yugoslavia:

Dr. Thomas GIVANOVITCH, Professor of Criminal Law at the University of Belgrade.

Who, having communicated their full powers, which were found in good and due form, have agreed upon the following provisions:

Article 1.

1. The High Contracting Parties, reaffirming the principle of international law in virtue of which it is the duty of every State to refrain from any act designed to encourage terrorist activities directed against another State and to prevent the acts in which such activities take shape, undertake as hereinafter provided to prevent and punish activities of this nature and to collaborate for this purpose.

2. In the present Convention, the expression "acts of terrorism" means criminal acts directed against a State and intended or calculated to create a state of terror in the minds of particular persons, or a group of persons or the general public.

Article 2.

Each of the High Contracting Parties shall, if this has not already been done, make the following acts committed on his own territory criminal offences if they are directed against another High Contracting Party and if they constitute acts of terrorism within the meaning of Article 1:

(1) Any wilful act causing death or grievous bodily harm or loss of liberty to:

(*a*) Heads of States, persons exercising the prerogatives of the head of the State, their hereditary or designated successors;

(*b*) The wives or husbands of the above-mentioned persons;

(*c*) Persons charged with public functions or holding public positions when the act is directed against them in their public capacity.

(2) Wilful destruction of, or damage to, public property or property devoted to a public purpose belonging to or subject to the authority of another High Contracting Party.

(3) Any wilful act calculated to endanger the lives of members of the public.

(4) Any attempt to commit an offence falling within the foregoing provisions of the present article.

(5) The manufacture, obtaining, possession, or supplying of arms, ammunition, explosives or harmful substances with a view to the commission in any country whatsoever of an offence falling within the present article.

Article 3.

Each of the High Contracting Parties shall make the following acts criminal offences when they are committed on his own territory with a view to an act of terrorism falling within

l'article 2, dirigés contre une autre Haute Partie contractante, en quelque pays que ces actes doivent être exécutés:

(1) L'association ou l'entente en vue de l'accomplissement de tels actes;

(2) L'instigation à de tels actes, lorsqu'elle a été suivie d'effet;

(3) L'instigation directe publique aux actes prévus par les numéros 1, 2 et 3 de l'article 2, qu'elle soit ou non suivie d'effet;

(4) La participation intentionnelle;

(5) Toute aide donnée sciemment en vue de l'accomplissement d'un tel acte.

Article 4.

Chacun des faits prévus à l'article 3 doit être considéré par la loi comme une infraction distincte dans tous les cas où il devra en être ainsi pour éviter l'impunité.

Article 5.

La répression par une Haute Partie contractante des faits prévus aux articles 2 et 3 doit être la même, que ces faits soient dirigés contre cette Haute Partie contractante ou une autre Haute Partie contractante, sous réserve des dispositions spéciales du droit national touchant la protection particulière des personnalités visées à l'article 2, N° 1, ou des biens visés à l'article 2, N° 2.

Article 6.

1. Les pays qui admettent le principe de la récidive internationale reconnaissent, dans les conditions établies par leurs législations respectives, comme génératrices d'une telle récidive, les condamnations étrangères prononcées du chef de l'un des actes prévus aux articles 2 et 3.

2. Lesdites condamnations seront, en outre, reconnues de plein droit ou à la suite d'une procédure spéciale par les Hautes Parties contractantes dont la législation admet la reconnaissance des jugements étrangers en matière pénale, en vue de donner lieu, dans les conditions prévues par cette législation, à des incapacités, déchéances ou interdictions de droit public ou privé.

Article 7.

Dans la mesure où la constitution de parties civiles est admise par la législation interne, les parties civiles étrangères, y compris éventuellement une Haute Partie contractante, doivent jouir de l'exercice de tous les droits reconnus aux nationaux par les lois du pays où se juge l'affaire.

Article 8.

1. Sans préjudice des dispositions de l'alinéa 4 ci-dessous, les faits prévus aux articles 2 et 3 sont compris comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition conclu ou à conclure entre les Hautes Parties contractantes.

2. Les Hautes Parties contractantes qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité reconnaissent, dès à présent, sans préjudice des dispositions de l'alinéa 4 ci-dessous, les faits prévus aux articles 2 et 3 comme cas d'extradition entre elles, sous la condition de réciprocité.

3. Aux fins du présent article, est également considéré comme cas d'extradition, tout fait énuméré aux articles 2 et 3, qui a été commis sur le territoire de la Haute Partie contractante contre laquelle il a été dirigé.

4. L'obligation d'extrader en vertu du présent article est subordonnée à toute condition et restriction admises par le droit ou la pratique du pays auquel la demande est adressée.

Article 2 and directed against another High Contracting Party, whatever the country in which the act of terrorism is to be carried out:

(1) Conspiracy to commit any such act;

(2) Any incitement to any such act, if successful;

(3) Direct public incitement to any act mentioned under heads (1), (2) or (3) of Article 2, whether the incitement be successful or not;

(4) Wilful participation in any such act;

(5) Assistance, knowingly given, towards the commission of any such act.

Article 4.

Each of the offences mentioned in Article 3 shall be treated by the law as a distinct offence in all cases where this is necessary in order to prevent an offender escaping punishment.

Article 5.

Subject to any special provisions of national law for the protection of the persons mentioned under head (1) of Article 2, or of the property mentioned under head (2) of Article 2, each High Contracting Party shall provide the same punishment for the acts set out in Articles 2 and 3, whether they be directed against that or another High Contracting Party.

Article 6.

1. In countries where the principle of the international recognition of previous convictions is accepted, foreign convictions for any of the offences mentioned in Articles 2 and 3 will, within the conditions prescribed by domestic law, be taken into account for the purpose of establishing habitual criminality.

2. Such convictions will, further, in the case of High Contracting Parties whose law recognises foreign convictions, be taken into account, with or without special proceedings, for the purpose of imposing, in the manner provided by that law, incapacities, disqualifications or interdictions whether in the sphere of public or of private law.

Article 7.

In so far as *parties civiles* are admitted under the domestic law, foreign *parties civiles*, including, in proper cases, a High Contracting Party shall be entitled to all rights allowed to nationals by the law of the country in which the case is tried.

Article 8.

1. Without prejudice to the provisions of paragraph 4 below, the offences set out in Articles 2 and 3 shall be deemed to be included as extradition crimes in any extradition treaty which has been, or may hereafter be, concluded between any of the High Contracting Parties.

2. The High Contracting Parties who do not make extradition conditional on the existence of a treaty shall henceforward, without prejudice to the provisions of paragraph 4 below and subject to reciprocity, recognise the offences set out in Articles 2 and 3 as extradition crimes as between themselves.

3. For the purposes of the present article, any offence specified in Articles 2 and 3, if committed in the territory of the High Contracting Party against whom it is directed, shall also be deemed to be an extradition crime.

4. The obligation to grant extradition under the present article shall be subject to any conditions and limitations recognised by the law or the practice of the country to which application is made.

Article 9.

1. Lorsqu'une Haute Partie contractante n'admet pas le principe de l'extradition des nationaux, ses ressortissants qui sont rentrés sur le territoire de leur pays, après avoir commis à l'étranger l'un des faits prévus aux articles 2 et 3, doivent être poursuivis et punis de la même manière que si le fait avait été commis sur son territoire, et cela même dans le cas où le coupable aurait acquis sa nationalité postérieurement à l'accomplissement de l'infraction.

2. Les dispositions du présent article ne sont pas applicables lorsque, dans un cas semblable, l'extradition d'un étranger ne peut pas être accordée.

Article 10.

Les étrangers qui ont commis à l'étranger un des faits prévus aux articles 2 et 3 et qui se trouvent sur le territoire d'une des Hautes Parties contractantes doivent être poursuivis et punis de la même manière que si le fait avait été commis sur le territoire de celle-ci, lorsque les conditions suivantes sont réunies:

a) L'extradition ayant été demandée n'a pu être accordée pour une raison étrangère au fait même;

b) La législation du pays de refuge reconnaît la compétence de ses juridictions à l'égard d'infractions commises par des étrangers à l'étranger;

c) L'étranger est ressortissant d'un pays qui reconnaît la compétence de ses juridictions à l'égard des infractions commises par des étrangers à l'étranger.

Article 11.

1. Les dispositions des articles 9 et 10 s'appliquent également aux faits prévus aux articles 2 et 3 qui ont été commis sur le territoire de la Haute Partie contractante contre laquelle ils ont été dirigés.

2. En ce qui concerne l'application des articles 9 et 10, les Hautes Parties contractantes n'assument pas l'obligation de prononcer une peine dépassant le maximum de celle prévue par la loi du pays où l'infraction a été commise.

Article 12.

En vue de prévenir efficacement toutes les activités contraires au but visé par la présente Convention, chacune des Hautes Parties contractantes doit prendre sur son territoire et dans le cadre de sa législation et de son organisation administrative les mesures qu'elle estimera appropriées.

Article 13.

1. Indépendamment des dispositions de l'article 2, Nº 5, doivent être réglementés le port, la détention et la circulation d'armes à feu (autres que les armes de chasse à canon lisse) et des munitions. Le fait de céder, de vendre ou de distribuer ces armes ou munitions à une personne ne justifiant pas de l'autorisation ou de la déclaration lorsqu'elle est requise par la législation interne pour la détention ou le port de ces objets sera réprimé; il en sera de même pour la cession, la vente ou la distribution des explosifs.

2. Les fabricants d'armes à feu, autres que les armes de chasse à canon lisse, doivent être obligés de marquer chaque arme d'un numéro d'ordre ou signe distinctif de nature à l'identifier; les fabricants et les détaillants doivent tenir un registre des noms et adresses des acheteurs.

Article 14.

1. Doivent être punis:

a) Tous les faits frauduleux de fabrication ou d'altération de passeports ou autres documents équivalents;

b) Le fait d'introduire dans le pays, de se procurer ou de détenir de tels documents qui sont faux ou falsifiés, sachant qu'ils le sont;

c) Le fait de se faire délivrer de tels documents sur déclarations ou pièces fausses;

d) L'usage fait sciemment de tels documents faux ou falsifiés ou établis à une autre identité que celle du porteur.

Article 9.

1. When the principle of the extradition of nationals is not recognised by a High Contracting Party, nationals who have returned to the territory of their own country after the commission abroad of an offence mentioned in Articles 2 or 3 shall be prosecuted and punished in the same manner as if the offence had been committed on that territory, even in a case where the offender has acquired his nationality after the commission of the offence.

2. The provisions of the present article shall not apply if, in similar circumstances, the extradition of a foreigner cannot be granted.

Article 10.

Foreigners who are on the territory of a High Contracting Party and who have committed abroad any of the offences set out in Articles 2 and 3 shall be prosecuted and punished as though the offence had been committed in the territory of that High Contracting Party, if the following conditions are fulfilled—namely, that:

(*a*) Extradition has been demanded and could not be granted for a reason not connected with the offence itself;

(*b*) The law of the country of refuge recognises the jurisdiction of its own courts in respect of offences committed abroad by foreigners;

(*c*) The foreigner is a national of a country which recognises the jurisdiction of its own courts in respect of offences committed abroad by foreigners.

Article 11.

1. The provisions of Articles 9 and 10 shall also apply to offences referred to in Articles 2 and 3 which have been committed in the territory of the High Contracting Party against whom they were directed.

2. As regards the application of Articles 9 and 10, the High Contracting Parties do not undertake to pass a sentence exceeding the maximum sentence provided by the law of the country where the offence was committed.

Article 12.

Each High Contracting Party shall take on his own territory and within the limits of his own law and administrative organisation the measures which he considers appropriate for the effective prevention of all activities contrary to the purpose of the present Convention.

Article 13

1. Without prejudice to the provisions of head (5) of Article 2, the carrying, possession and distribution of fire-arms, other than smooth-bore sporting-guns, and of ammunition shall be subjected to regulation. It shall be a punishable offence to transfer, sell or distribute such arms or munitions to any person who does not hold such licence or make such declaration as may be required by domestic legislation concerning the possession and carrying of such articles; this shall apply also to the transfer, sale or distribution of explosives.

2. Manufacturers of fire-arms, other than smooth-bore sporting-guns, shall be required to mark each arm with a serial number or other distinctive mark permitting it to be identified; both manufacturers and retailers shall be obliged to keep a register of the names and addresses of purchasers.

Article 14.

1. The following acts shall be punishable:

(*a*) Any fraudulent manufacture or alteration of passports or other equivalent documents;

(*b*) Bringing into the country, obtaining or being in possession of such forged or falsified documents knowing them to be forged or falsified;

(*c*) Obtaining such documents by means of false declarations or documents;

(*d*) Wilfully using any such documents which are forged or falsified or were made out for a person other than the bearer.

2. Doit être réprimé le fait de la part des fonctionnaires compétents de délivrer sciemment des passeports, autres documents équivalents ou visas, en vue de favoriser une activité contraire au but visé par la présente Convention, à des personnes sachant qu'elles n'ont pas le droit, conformément aux lois ou règlements, d'obtenir lesdits documents ou visas.

3. Les dispositions du présent article s'appliquent sans égard au caractère national ou étranger du document.

Article 15.

1. Dans chaque pays et dans le cadre de sa législation nationale, les résultats des recherches en matière d'infractions prévues par les articles 2 et 3 et par l'article 14, dans la mesure où l'infraction à celui-ci peut être en rapport avec la préparation d'actes de terrorisme, seront centralisés dans un service.

2. Ce service doit être en contact étroit:

a) Avec les autorités de police à l'intérieur du pays;

b) Avec les services similaires des autres pays.

3. Il doit, en outre, réunir tous les renseignements pouvant faciliter la prévention et la répression des actes prévus par les articles 2 et 3 et des actes prévus par l'article 14, dans la mesure où ceux-ci pourraient être en rapport avec la préparation d'actes de terrorisme; il doit, dans la mesure du possible, se tenir en contact étroit avec les autorités judiciaires à l'intérieur du pays.

Article 16.

Chaque service, dans les limites où il le jugera désirable, devra notifier au service des autres pays, en leur donnant toutes informations nécessaires:

a) Tout acte prévu par les articles 2 et 3, même s'il est encore à l'état de projet; cette notification sera accompagnée de descriptions, de copies ou de photographies;

b) Les recherches, poursuites, arrestations, condamnations, expulsions de personnes s'étant rendues coupables d'actes visés par la présente Convention, ainsi que le déplacement de ces personnes et tous renseignements utiles, notamment leurs signalement, empreintes digitales et photographies;

c) La découverte des écrits, armes, engins ou autres objets se rapportant aux actes prévus par les articles 2, 3, 13 et 14.

Article 17.

1. Les Hautes Parties contractantes sont tenues d'exécuter les commissions rogatoires relatives aux infractions visées par la présente Convention selon leur législation nationale, leur pratique en cette matière et les conventions conclues ou à conclure.

2. La transmission des commissions rogatoires doit être opérée:

a) Soit par voie de communication directe entre les autorités judiciaires;

b) Soit par correspondance directe des ministres de la Justice des deux pays;

c) Soit par correspondance directe entre l'autorité du pays requérant et le ministre de la Justice du pays requis;

d) Soit par l'intermédiaire de l'agent diplomatique ou consulaire du pays requérant dans le pays requis; cet agent enverra directement ou par l'intermédiaire du ministre des Affaires étrangères la commission rogatoire à l'autorité judiciaire compétente ou à celle indiquée par le gouvernement du pays requis, et recevra directement de cette autorité ou par l'intermédiaire du ministre des Affaires étrangères les pièces constituant l'exécution de la commission rogatoire.

3. Dans les cas *a*) et *d*), copie de la commission rogatoire sera toujours adressée en même temps au ministre de la Justice du pays requis.

4. A défaut d'entente contraire, la commission rogatoire doit être rédigée dans la langue de l'autorité requérante, sauf au pays requis à en demander une traduction faite dans sa langue et certifiée conforme par l'autorité requérante.

5. Chaque Haute Partie contractante fera connaître, par une communication adressée à chacune des autres Hautes Parties contractantes, celui ou ceux des modes de transmission susvisés qu'elle admet pour les commissions rogatoires de cette Haute Partie contractante.

6. Jusqu'au moment où une Haute Partie contractante fera une telle communication, sa procédure actuelle en fait de commissions rogatoires sera maintenue.

7. L'exécution des commissions rogatoires ne pourra donner lieu au remboursement de taxes ou frais autres que les frais d'expertises.

2. The wilful issue of passports, other equivalent documents, or visas by competent officials to persons known not to have the right thereto under the laws or regulations applicable, with the object of assisting any activity contrary to the purpose of the present Convention, shall also be punishable.

3. The provisions of the present article shall apply irrespective of the national or foreign character of the document.

Article 15.

1. Results of the investigation of offences mentioned in Articles 2 and 3 and (where there may be a connection between the offence and preparations for an act of terrorism) in Article 14 shall in each country, subject to the provisions of its law, be centralised in an appropriate service.

2. Such service shall be in close contact:

(*a*) With the police authorities of the country;

(*b*) With the corresponding services in other countries.

3. It shall furthermore bring together all information calculated to facilitate the prevention and punishment of the offences mentioned in Articles 2 and 3 and (where there may be a connection between the offence and preparations for an act of terrorism) in Article 14; it shall, as far as possible, keep in close contact with the judicial authorities of the country.

Article 16.

Each service, so far as it considers it desirable to do so, shall notify to the services of the other countries, giving all necessary particulars:

(*a*) Any act mentioned in Articles 2 and 3, even if it has not been carried into effect, such notification to be accompanied by descriptions, copies and photographs;

(*b*) Any search for, any prosecution, arrest, conviction or expulsion of persons guilty of offences dealt with in the present Convention, the movements of such persons and any pertinent information with regard to them, as well as their description, finger-prints and photographs;

(*c*) Discovery of documents, arms, appliances or other objects connected with offences mentioned in Articles 2, 3, 13 and 14.

Article 17.

1. The High Contracting Parties shall be bound to execute letters of request relating to offences referred to in the present Convention in accordance with their domestic law and practice and any international conventions concluded or to be concluded by them.

2. The transmission of letters of request shall be effected:

(*a*) By direct communication between the judicial authorities;

(*b*) By direct correspondence between the Ministers of Justice of the two countries;

(*c*) By direct correspondence between the authority of the country making the request and the Minister of Justice of the country to which the request is made;

(*d*) Through the diplomatic or consular representative of the country making the request in the country to which the request is made; this representative shall send the letters of request, either directly or through the Minister for Foreign Affairs, to the competent judicial authority or to the authority indicated by the Government of the country to which the request is made and shall receive the papers constituting the execution of the letters of request from this authority either directly or through the Minister for Foreign Affairs.

3. In cases (*a*) and (*d*), a copy of the letters of request shall always be sent simultaneously to the Minister of Justice of the country to which application is made.

4. Unless otherwise agreed, the letters of request shall be drawn up in the language of the authority making the request, provided always that the country to which the request is made may require a translation in its own language, certified correct by the authority making the request.

5. Each High Contracting Party shall notify to each of the other High Contracting Parties the method or methods of transmission mentioned above which he will recognise for the letters of request of the latter High Contracting Party.

6. Until such notification is made by a High Contracting Party, his existing procedure in regard to letters of request shall remain in force.

7. Execution of letters of request shall not give rise to a claim for reimbursement of charges or expenses of any nature whatever other than expenses of experts.

8. Rien, dans le présent article, ne pourra être interprété comme constituant, de la part des Hautes Parties contractantes, un engagement d'admettre, en ce qui concerne le système des preuves en matière répressive, une dérogation à leur loi.

Article 18.

La participation d'une Haute Partie contractante à la présente Convention ne doit pas être interprétée comme portant atteinte à son attitude sur la question générale de la compétence de la juridiction pénale comme question de droit international.

Article 19.

La présente Convention laisse intact le principe en vertu duquel la qualification des faits visés par elle, les peines applicables, la poursuite, le jugement, le régime des excuses, le droit de grâce et d'amnistie relèvent dans chaque pays des règles de sa législation interne, sans que jamais l'impunité puisse résulter d'une lacune dans les textes de cette législation en matière pénale.

Article 20.

1. S'il s'élève entre les Hautes Parties contractantes un différend quelconque relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention, et si ce différend n'a pu être résolu de façon satisfaisante par voie diplomatique, il sera réglé conformément aux dispositions en vigueur entre les Parties concernant le règlement des différends internationaux.

2. Au cas où de telles dispositions n'existeraient pas entre les parties au différend, elles le soumettront à une procédure arbitrale ou judiciaire. A défaut d'un accord sur le choix d'un autre tribunal, elles soumettront le différend à la Cour permanente de Justice internationale, si elles sont toutes parties au Protocole du 16 décembre 1920 relatif au Statut de ladite Cour, et, si elles n'y sont pas toutes parties, à un Tribunal d'arbitrage constitué conformément à la Convention de La Haye du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

3. Les dispositions ci-dessus du présent article ne portent pas atteinte au droit des Hautes Parties contractantes membres de la Société des Nations de porter le différend, si le Pacte les y autorise, devant le Conseil ou l'Assemblée de la Société des Nations.

Article 21.

1. La présente Convention, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour; elle pourra, jusqu'au 31 mai 1938, être signée au nom de tout Membre de la Société des Nations et de tout Etat non membre représenté à la Conférence qui a élaboré la présente Convention ou auquel le Conseil de la Société des Nations aura, à cet effet, communiqué copie de la présente Convention.

2. La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, pour être déposés dans les archives de la Société; il notifiera les dépôts à tous les Membres de la Société ainsi qu'aux Etats non membres visés au paragraphe précédent.

Article 22.

1. A partir du 1er juin 1938, la présente Convention sera ouverte à l'adhésion de tout Membre de la Société des Nations ou de tout Etat non membre visé à l'article 21 par qui cette Convention n'aurait pas été signée.

2. Les instruments d'adhésion seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, pour être déposés dans les archives de la Société; il notifiera les dépôts à tous les Membres de la Société et aux Etats non membres visés à l'article 21.

Article 23.

1. Les Membres de la Société des Nations et Etats non membres qui seraient disposés à ratifier la Convention conformément au second paragraphe de l'article 21 ou à y adhérer en vertu de l'article 22, mais qui désireraient être autorisés à apporter des réserves à l'application de la Convention, informeront de leur intention le Secrétaire général de la Société des Nations. Celui-ci communiquera immédiatement ces réserves à tous les Membres de la Société et Etats non membres au nom desquels un instrument de ratification ou d'adhésion aura été déposé, en leur demandant s'ils ont des objections à présenter. Si la réserve est formulée au cours des trois ans qui suivront l'entrée en vigueur de la Convention, la même communication sera adressée aux Membres de la Société et Etats non membres dont la signature n'a pas encore été suivie de ratification. Si dans un délai de six mois à partir de la date de la communication du Secrétaire général aucune objection n'a été soulevée contre la réserve, celle-ci sera considérée comme acceptée par les Hautes Parties contractantes.

8. Nothing in the present article shall be construed as an undertaking on the part of the High Contracting Parties to adopt in criminal matters any form or methods of proof contrary to their laws.

Article 18.

The participation of a High Contracting Party in the present Convention shall not be interpreted as affecting that Party's attitude on the general question of the limits of criminal jurisdiction as a question of international law.

Article 19.

The present Convention does not affect the principle that, provided the offender is not allowed to escape punishment owing to an omission in the criminal law, the characterisation of the various offences dealt with in the present Convention, the imposition of sentences, the methods of prosecution and trial, and the rules as to mitigating circumstances, pardon and amnesty are determined in each country by the provisions of domestic law.

Article 20.

1. If any dispute should arise between the High Contracting Parties relating to the interpretation or application of the present Convention, and if such dispute has not been satisfactorily solved by diplomatic means, it shall be settled in conformity with the provisions in force between the parties concerning the settlement of international disputes.

2. If such provisions should not exist between the parties to the dispute, the parties shall refer the dispute to an arbitral or judicial procedure. If no agreement is reached on the choice of another court, the parties shall refer the dispute to the Permanent Court of International Justice, if they are all parties to the Protocol of December 16th, 1920, relating to the Statute of that Court; and if they are not all parties to that Protocol, they shall refer the dispute to a court of arbitration constituted in accordance with the Convention of The Hague of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

3. The above provisions of the present article shall not prevent High Contracting Parties, if they are Members of the League of Nations, from bringing the dispute before the Council or the Assembly of the League if the Covenant gives them the power to do so.

Article 21.

1. The present Convention, of which the French and English texts shall be both authentic, shall bear to-day's date. Until May 31st, 1938, it shall be open for signature on behalf of any Member of the League of Nations and on behalf of any non-member State represented at the Conference which drew up the present Convention or to which a copy thereof is communicated for this purpose by the Council of the League of Nations.

2. The present Convention shall be ratified. The instruments of ratification shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations to be deposited in the archives of the League; the Secretary-General shall notify their deposit to all the Members of the League and to the non-member States mentioned in the preceding paragraph.

Article 22.

1. After June 1st, 1938, the present Convention shall be open to accession by any Member of the League of Nations, and any of the non-member States referred to in Article 21, on whose behalf the Convention has not been signed.

2. The instruments of accession shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations to be deposited in the archives of the League; the Secretary-General shall notify their receipt to all the Members of the League and to the non-member States referred to in Article 21.

Article 23.

1. Any Member of the League of Nations or non-member State which is prepared to ratify the Convention under the second paragraph of Article 21, or to accede to the Convention under Article 22, but desires to be allowed to make reservations with regard to the application of the Convention, may so inform the Secretary-General of the League of Nations, who shall forthwith communicate such reservations to all the Members of the League and non-member States on whose behalf ratifications or accessions have been deposited and enquire whether they have any objection thereto. Should the reservation be formulated within three years from the entry into force of the Convention, the same enquiry shall be addressed to Members of the League and non-member States whose signature of the Convention has not yet been followed by ratification. If, within six months from the date of the Secretary-General's communication, no objection to the reservation has been made, it shall be treated as accepted by the High Contracting Parties.

2. Au cas où des objections seraient soulevées, le Secrétaire général de la Société des Nations en informera le gouvernement qui désire formuler une réserve et l'invitera à lui faire savoir s'il est disposé à ratifier la Convention ou à y adhérer sans la réserve ou s'il préfère s'abstenir de toute ratification ou adhésion.

Article 24.

La ratification par une Haute Partie contractante ou son adhésion à la présente Convention implique l'assurance de sa part que sa législation et son organisation administrative la mettent en mesure de pourvoir à l'exécution de la Convention.

Article 25.

1. Chacune des Hautes Parties contractantes peut déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, que, par son acceptation de la présente Convention, elle n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous sa suzeraineté ou territoires pour lesquels un mandat lui a été confié; dans ce cas, la présente Convention ne sera pas applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration.

2. Chacune des Hautes Parties contractantes pourra ultérieurement notifier au Secrétaire général de la Société des Nations qu'elle entend rendre la présente Convention applicable à l'ensemble ou à toute partie de ses territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue au paragraphe précédent. En adressant ladite notification, la Haute Partie contractante intéressée pourra spécifier que l'application de ladite Convention à l'un quelconque de ces territoires sera subordonnée à toutes réserves qu'elle aura formulées et qui auront été acceptées aux termes de l'article 23. Dans ce cas, la Convention s'appliquera, avec lesdites réserves, à tous les territoires visés dans la notification quatre-vingt-dix jours après la réception de cette notification par le Secrétaire général de la Société des Nations. Au cas où une Haute Partie contractante désirerait formuler, en ce qui concerne l'un quelconque de ces territoires, des réserves autres que celles qu'elle a déjà apportées aux termes de l'article 23, la procédure à suivre sera celle qui est fixée audit article 23.

3. Chacune des Hautes Parties contractantes peut, à tout moment, déclarer qu'elle entend voir cesser l'application de la présente Convention pour l'ensemble ou pour toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous sa suzeraineté ou territoires pour lesquels un mandat lui a été confié; dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration un an après la réception de cette déclaration par le Secrétaire général de la Société des Nations.

4. Le Secrétaire général de la Société des Nations communiquera à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres visés à l'article 21 les déclarations et notifications reçues en vertu du présent article.

Article 26.

1. La présente Convention sera enregistrée, conformément aux dispositions de l'article 18 du Pacte, par le Secrétaire général de la Société des Nations, le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la réception par le Secrétaire général du troisième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. La Convention entrera en vigueur le jour de cet enregistrement.

Article 27.

Chaque ratification ou adhésion qui interviendra après le dépôt du troisième instrument de ratification ou d'adhésion sortira ses effets dès le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date de la réception de l'instrument de ratification ou d'adhésion respectif par le Secrétaire général de la Société des Nations.

Article 28.

Une demande de revision de la présente Convention pourra être formulée en tout temps par toute Haute Partie contractante, par voie de notification adressée au Secrétaire général de la Société des Nations. Cette notification sera communiquée par le Secrétaire général à toutes les autres Hautes Parties contractantes, et, si elle est appuyée par un tiers au moins de celles-ci, les Hautes Parties contractantes s'engagent à se réunir en une conférence aux fins de revision de la Convention.

Article 29.

La présente Convention pourra être dénoncée au nom de toute Haute Partie contractante, par notification écrite adressée au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en informera tous les Membres de la Société et les Etats non membres visés à l'article 21. La dénonciation sortira ses effets un an après la date à laquelle elle aura été reçue par le Secrétaire général de la Société des Nations; elle ne sera opérante qu'au regard de la Haute Partie contractante au nom de laquelle elle aura été effectuée.

2. In the event of any objection being received, the Secretary-General of the League of Nations shall inform the Government which desired to make the reservation and request it to inform him whether it is prepared to ratify or accede without the reservation or whether it prefers to abstain from ratification or accession.

Article 24.

Ratification of, or accession to, the present Convention by any High Contracting Party implies an assurance by him that his legislation and his administrative organisation enable him to give effect to the provisions of the present Convention.

Article 25.

1. Any High Contracting Party may declare, at the time of signature, ratification or accession, that, in accepting the present Convention, he is not assuming any obligation in respect of all or any of his colonies, protectorates, oversea territories, territories under his suzerainty or territories in respect of which a mandate has been entrusted to him; the present Convention shall, in that case, not be applicable to the territories named in such declaration.

2. Any High Contracting Party may subsequently notify the Secretary-General of the League of Nations that he desires the present Convention to apply to all or any of the territories in respect of which the declaration provided for in the preceding paragraph has been made. In making such notification, the High Contracting Party concerned may state that the application of the Convention to any of such territories shall be subject to any reservations which have been accepted in respect of that High Contracting Party under Article 23. The Convention shall then apply, with any such reservations, to all the territories named in such notification ninety days after the receipt thereof by the Secretary-General of the League of Nations. Should it be desired as regards any such territories to make reservations other than those already made under Article 23 by the High Contracting Party concerned, the procedure set out in that Article shall be followed.

3. Any High Contracting Party may at any time declare that he desires the present Convention to cease to apply to all or any of his colonies, protectorates, oversea territories, territories under his suzerainty or territories in respect of which a mandate has been entrusted to him. The Convention shall, in that case, cease to apply to the territories named in such declaration one year after the receipt of this declaration by the Secretary-General of the League of Nations.

4. The Secretary-General of the League of Nations shall communicate to all the Members of the League of Nations and to the non-member States referred to in Article 21 the declarations and notifications received in virtue of the present Article.

Article 26.

1. The present Convention shall, in accordance with the provisions of Article 18 of the Covenant, be registered by the Secretary-General of the League of Nations on the ninetieth day after the receipt by the Secretary-General of the third instrument of ratification or accession.

2. The Convention shall come into force on the date of such registration.

Article 27.

Each ratification or accession taking place after the deposit of the third instrument of ratification or accession shall take effect on the ninetieth day following the date on which the instrument of ratification or accession is received by the Secretary-General of the League of Nations.

Article 28.

A request for the revision of the present Convention may be made at any time by any High Contracting Party by means of a notification to the Secretary-General of the League of Nations. Such notification shall be communicated by the Secretary-General to all the other High Contracting Parties and, if it is supported by at least a third of those Parties, the High Contracting Parties undertake to hold a conference for the revision of the Convention.

Article 29.

The present Convention may be denounced on behalf of any High Contracting Party by a notification in writing addressed to the Secretary-General of the League of Nations, who shall inform all the Members of the League and the non-member States referred to in Article 21. Such denunciation shall take effect one year after the date of its receipt by the Secretary-General of the League of Nations, and shall be operative only in respect of the High Contracting Party on whose behalf it was made.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention.

FAIT à Genève, le seize novembre mil neuf cent trente-sept, en simple expédition, qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations; copie certifiée conforme en sera transmise à tous les Membres de la Société des Nations et à tous les Etats non membres visés à l'article 21.

IN FAITH WHEREOF the Plenipotentiaries have signed the present Convention.

DONE at Geneva, on the sixteenth day of November one thousand nine hundred and thirty-seven, in a single copy, which will be deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations; a certified true copy thereof shall be transmitted to all the Members of the League of Nations and all the non-member States referred to in Article 21.

Albanie

Albania

Ad referendum
Th. Luarassi

République Argentine

Argentine Republic

Enrique Ruiz Guiñazu

Belgique

Belgium

ad Referendum L. Sasserath
ouv

Inde

Days Bray

India

Bulgarie

Bulgaria

N. Mombelitsf

V. Manaw

République Dominicaire

Dominican Republic

Egypte

, Egypt

Equateur

Ecuador

Espagne

Spain

Estonie

J. Kodar.

Estonia

France

France

Me référant à l'article 25 de la Convention je déclare que le Gouvernement français entend assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble de ses colonies et protectorats, ainsi que des territoires pour lesquels un mandat lui a été confié.

Grèce

S. Polychroniades

Greece

Haïti

Alfred Addor

Haiti

Monaco

Monaco

Javier Ruescas

Norvège

Norway

ad referendum
H. H. Backke

Pays-Bas

The Netherlands

Van Hamel

Pérou

Peru

J. M. Barreto

Roumanie

Roumania

Vespasien V. Pella

SOCIETE DES NATIONS
LEAGUE OF NATIONS

Tchécoslovaquie

Czechoslovakia

Turquie

Turkey

Union des Républiques Soviétiques Socialistes

Union of Soviet Socialist Republics

En signant la présente Convention, je déclare que le Gouvernement de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes ne sera à même de la ratifier que sous la réserve suivante:

"En matière de règlement des contestations relatives "à l'interprétation et à l'application de la présente conven- "tion, le Gouvernement de l'Union des Républiques Soviétiques "Socialistes n'assume d'autres obligations que celles qui lui "incombent en tant que Membre de la Société des Nations."

Venezuela

Venezuela

Yougoslavie

Yugoslavia

UNITED NATIONS LIBRARY
NATIONS UNIES BIBLIOTHÈQUE
GENEVA